

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89 rue Wéber
CS 52002
30900 Nîmes Cedex 2

Nîmes, le 14/04/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/04/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TERRISSE

au lieu-dit "Pied Bouquet"
30260 LIOUC

Références :

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/04/2022 dans l'établissement TERRISSE implanté Pied Bouquet 30260 LIOUC. L'inspection a été annoncée le 07/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite est réalisée dans le cadre du PPC à la fréquence actuelle de 7 ans pour cette installation. Plusieurs thématiques ont été abordées compte tenu de la date de la dernière inspection.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TERRISSE
- Pied Bouquet 30260 LIOUC
- Code AIOT dans GUN : 0006600573
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La carrière TERRISSE a été autorisée par arrêté préfectoral du 26 mars 2007 pour une durée de 15 ans. Un arrêté préfectoral complémentaire du 6 octobre 2021 prolonge la durée d'autorisation jusqu'au 26 septembre 2023. Un dossier de reconduction de l'autorisation est en cours de préparation et devrait être prochainement déposé. La carrière exploite des matériaux calcaires principalement à destination des marchés locaux de TP.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Gestion des émissions et envols de poussières,
- Réalisation des Tirs d'explosifs,
- Gestion des eaux (y compris eaux polluées),

- Plans de la carrière,
- Prévention des incendies, notamment feux de forêts

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

La visite a constaté 7 écarts dont 3 vont conduire à proposer à la préfète du Gard une mise en demeure de respecter les prescriptions réglementaires des arrêtés applicables.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Rejets à l'Atmosphère	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 39	/	Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Rejets à l'Atmosphère	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.2	/	Mise en demeure, respect de prescription
Tirs à l'Explosif	Arrêté Préfectoral du 26/03/2007, article 9.2	/	Mise en demeure, respect de prescription

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Gestion des eaux polluées	Arrêté Préfectoral du 26/03/2007, article 5.2	/	Sans objet
Prévention des pollutions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 26/03/2007, article 4.2	/	Sans objet
Plan de la carrière	Arrêté Préfectoral du 26/03/2007, article 2.2.2.	/	Sans objet
Consignes d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 26/03/2007, article 10.3.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La carrière TERISSE est une carrière dont la dernière visite a été réalisée en 2015 et qui arrive en fin de période de son autorisation. Elle prévoit de déposer prochainement une demande de reconduction de son autorisation d'exploiter. La visite a relevé 7 écarts dont 3 nécessitent de proposer un arrêté préfectoral de mise en demeure.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Gestion des eaux polluées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/03/2007, article 5.2
Thème(s) : Risques chroniques, Curage du système débourbeur-déshuileur
Prescription contrôlée : Les déchets industriels spéciaux doivent être éliminés dans des installations autorisées à recevoir ces déchets. L'exploitant doit être en mesure d'en justifier l'élimination ; Les documents justificatifs doivent être conservés au minimum pendant 3 ans.
Constats : L'exploitant indique qu'il a procédé au curage de son système débourbeur-déshuileur situé au niveau de l'aire étanche en juin 2021 en fournissant la facture de cet opération. En revanche, il ne dispose pas des Bordereaux de suivi des déchets Dangereux (BSDD) conservant les opérations de transport et d'élimination de ce déchet.
L'exploitant met donc en place un système de traçabilité de ces déchets permettant de s'assurer de leur élimination dans les filières spécialisées à cet effet.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Prévention des pollutions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/03/2007, article 4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Emissions et envols de poussières
Prescription contrôlée : Les voies et aires de circulation des véhicules non revêtues d'un enduit bitumineux doivent faire l'objet d'un traitement approprié d'abattage de poussières (arrosage...). [...] Lorsque les stockages se font à l'air libre, il peut être nécessaire de prévoir l'humidification du stockage ou la pulvérisation d'additifs pour limiter les envols par temps sec.
Constats : L'exploitant assure les opérations d'arrosage des pistes et zone d'exploitation par recours à une arroseuse. En revanche, il n'a pas mis en place des consignes indiquant les conditions de réalisation de cette opération d'arrosage et la réalisation effective de l'opération ne fait l'objet d'aucun enregistrement ou suivi. L'exploitant met en place un système qualité permettant de s'assurer de la bonne réalisation de ces opérations d'arrosage connu des équipes en charge de le réaliser.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Rejets à l'Atmosphère

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 39
Thème(s) : Risques chroniques, Poussières
Prescription contrôlée : L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mesure des retombées de poussières. Il met en place un réseau permettant de mesurer le suivi de ces retombées de poussières dans l'environnement. Ce suivi est réalisé par la méthode des jauges de retombées ou à défaut, pour les installations existantes, par la méthode des plaquettes de dépôt.
Constats : L'exploitant utilise le système des plaquettes pour réaliser la surveillance environnementale des envols de poussières. Ce système est désormais remplacé depuis 2019 par des jauges relevant de la norme NF X 43-014 (2017) et réalisé selon les dispositions de l'article 19 de l'AM du 22 septembre 1994 ou de l'article 39 de l'AM du 26 novembre 2012 en cas d'installation de traitement soumise à enregistrement. L'exploitant doit revoir son dispositif de surveillance environnementale pour le mettre en conformité avec les exigences réglementaires.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Rejets à l'Atmosphère

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.2
Thème(s) : Risques chroniques, Bachage des Camions
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions suivantes pour prévenir et limiter les envols de poussières : [..] les transports des matériaux de granulométrie inférieure ou égale à 5 mm sortant de l'installation sont assurés par bennes bachées ou aspergées ou par tout autre dispositif équivalent ; [..]
Constats : Lors de la visite, plusieurs camions sont partis sans être bachés ou le système d'aspersion en sortie de la bascule n'a pas été activé (cas de camions sans bâche). L'exploitant a remédié à cet écart durant l'inspection. Néanmoins, il a été constaté que la surveillance de vérification de bachage n'est pas correctement suivie ni tracée. Aucune consigne spécifique de rappel de cette exigence n'est affichée. L'exploitant met donc en place un système qualité par des consignes permettant de s'assurer de la réalisation de ces opérations de bâchage, de leur contrôle en sortie de carrière et de leur tracabilité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Tirs à l'Explosif

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/03/2007, article 9.2
Thème(s) : Risques chroniques, Abattage à l'explosif
Prescription contrôlée : L'abattage du gisement étant réalisé avec des substances explosives, l'exploitant doit définir un plan de tir.
Constats : L'exploitant a présenté les éléments relatifs à son dossier concernant le dernier tir réalisé le 23 mars 2022. Parmi les éléments présentés, l'inspection a relevé que: - l'exploitant n'a pas copié des fiches de données de sécurité des explosifs utilisés, - le plan de tir contient un schéma avec 9 trous prévus, rectifié à la main mentionnant "10 trous" sans que le 10e ne soit indiqué sur le plan. En réponse, l'exploitant a indiqué que finalement seulement 8 ont été remplis d'explosifs durant ce tir. Le plan n'est donc pas à jour, - le registre entrée/sortie des explosifs n'est pas correctement renseigné avec des incohérences dans les quantités entrantes et sortantes, - aucun résultat de la foration réalisée n'est présenté Il est demandé à l'exploitant de s'assurer de la réalisation conforme à la réglementation des opérations de tirs en vérifiant avec plus d'attention la réalisation des opérations sous-traitées et en disposant des documents conformes.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Plan de la carrière

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/03/2007, article 2.2.2.
Thème(s) : Risques chroniques, Mise à jour du plan d'exploitation
Prescription contrôlée : La documentation comprend au minimum : [..] Les plans d'exploitation et de réhabilitation d'échelle adaptée à la superficie de la carrière sur lesquels sont reportés : - les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que les abords, dans un rayon de 50 m ; - les bords de la fouille ; - les courbes de niveau ou côtes d'altitude des points significatifs ; - les zones remises en état ; - la position des ouvrages à protéger et s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales ; Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.
Constats : L'exploitant a présenté un plan de la carrière datant de l'année 2007. L'exploitant doit actualiser son plan en conformité avec la réglementation et le maintenir à jour selon les périodicités requises.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/03/2007, article 10.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Principes généraux de maîtrise des risques d'incendie et d'explosion
Prescription contrôlée : [..] Une attention particulière à la prévention des risques incendie en milieu boisé doit être portée (consigne permanente auprès de l'exploitant)
Constats : L'exploitant n'a pas mis en place de signalétique relative à l'interdiction de feu sur la carrière en lien avec le risque incendie.
Type de suites proposées : Susceptible de suites